

LA 3^{ème} GUERRE MONDIALE EST-ELLE COMMENCÉE ?

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS !

« **A** U Vietnam la troisième guerre mondiale est engagée ». Ces paroles prononcées par de Gaulle lors de la réception annuelle des parlementaires à l'Elysée contrastaient, nous a dit la presse, avec l'ambiance mondaine et détendue de la garden-party présidentielle. Elles contrastaient surtout avec l'espoir de détente et de paix créé à travers le monde par la rencontre qui avait lieu le jour même à Glassboro, entre Johnson et Kossyguine.

Faut-il y voir alors le simple résultat de la mauvaise humeur d'un chef d'Etat impérialiste, quelque peu mégalomane, à qui les faits démontrent sans appel son peu de poids face aux deux super-grands qui décident du sort du monde ? Ou n'est-ce pas plutôt l'observation lucide de l'homme politique bourgeois qui sait et estime que la guerre impérialiste contre l'URSS est inévitable ?

QU'EST-CE QUE L'URSS A A OFFRIR AUX USA ?

Pour qu'il y ait accord il ne suffit pas que les chefs des deux Etats trouvent la possibilité de se rencontrer. Cette occasion-là ils peuvent la faire naître où et quand bon leur semble s'ils la jugent nécessaire. Et il serait tout à fait absurde de penser qu'ils avaient besoin de la crise actuelle du Moyen-Orient — et à plus forte raison que l'un d'eux l'aurait suscitée artificiellement — pour avoir enfin l'occasion d'un tête-à-tête.

Entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme le mariage d'amour étant exclu, il ne peut y avoir qu'une liaison momentanée fondée sur la raison. C'est-à-dire qu'elle exige soit la nécessité de lutter ensemble contre un ennemi commun, soit la possibilité d'un marché, chacun ayant à offrir à l'autre quelque chose d'intéressant.

La première hypothèse — qui expliqua l'alliance des impérialisme anglo-saxons et de l'U.R.S.S. pendant la seconde guerre mondiale — n'existe pas aujourd'hui. Il est absurde, par exemple, de croire — comme on l'avance quelquefois — que l'U.R.S.S. pourrait s'entendre avec les U.S.A. pour une guerre contre la Chine. Celle-ci, malgré les injures adressées aux dirigeants russes et les ennuis diplomatiques qu'elle leur cause, reste, de par la force des choses et que Mao Tsé-Toung ou Kossyguine le veuillent ou non, l'allié

objectif le plus puissant que puisse trouver l'U.R.S.S. en face de l'impérialisme. Tout au plus peut-on imaginer que l'impérialisme puisse attaquer la Chine sans que l'U.R.S.S. s'y oppose au moins dans un premier temps. Ce qui ne veut pas dire que la bureaucratie du Kremlin soutient partout et en tout lieu tous les intérêts de la Chine. Et cela suffit amplement à expliquer leur querelle actuelle.

A défaut d'ennemi commun à abattre dans l'immédiat les deux grands auraient-ils tout de même quelque chose à troquer qui pourrait justifier et expliquer une alliance ? Dans le contexte actuel on ne le voit pas. Ou plutôt on ne voit pas ce que l'U.R.S.S. a à offrir aux U.S.A.

Aux deux points chauds du globe aujourd'hui — ceux qui justifient l'assemblée générale de l'O.N.U. et la voyage de Kossyguine — ce sont les U.S.A. qui manœuvrent et décident. Pas l'U.R.S.S.

Au Moyen-Orient, après la victoire militaire d'Israël, une baisse de tension sinon la paix dépend des concessions possibles des Israéliens et du retrait de leurs troupes d'un certain nombre de territoires occupés. Ces concessions seuls les U.S.A., dont Israël dépend économiquement et militairement, peuvent les imposer.

Au Vietnam l'arrêt des combats ou simplement une « désescalade » dépend d'une initiative américaine. Ce sont les avions U.S. qui pilonnent



VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 27 JUIN 1967 — N° 85

0,50 F

AU MOYEN-ORIENT, L'ATTAQUE ISRAELIENNE N'A RIEN RESOLU

LA phase purement militaire des opérations est maintenant entièrement terminée au Moyen-Orient, les canons se sont tus mais la guerre n'a rien réglé, bien au contraire. Moins que jamais, les Etats arabes ne sont prêts à reconnaître et à coexister avec l'Etat d'Israël. Et, malgré les prouesses de son armée, prouesses qui laissent d'ailleurs bien des stratèges occidentaux rêveurs, le peuple israélien n'a rien gagné au « blitzkrieg » dont les conséquences ne manqueront pas de se prolonger dans le temps.

Si brèves qu'elles aient été, les hostilités ont créé pour des centaines de milliers d'Arabes une situation tragique : exode des populations qui habitaient les régions de Syrie et de Jordanie conquises par l'armée israélienne, famine des ré-

fugiés palestiniens de Gaza, indoligibles souffrances des soldats égyptiens condamnés à mourir de soif dans le désert du Sinaï. S'il faut des témoignages, citons celui de l'envoyé spécial de l'AFP qui écrit : « C'est à Bir-Gatgafa, jeudi matin,

que j'ai compris ce qu'avait pu être le supplice de la soif. J'ai vu quarante misérables en guenilles se battre dans les barbelés autour de jerricanes d'eau que le gardien leur apportait. Les cris sauvages qu'ils poussaient, leurs regards fiévreux n'avaient plus rien d'humain. »

Une des causes des conflits entre Israël et les pays arabes, le problème des réfugiés s'est considérablement aggravé en multipliant la misère et les souffrances de ceux qui, depuis vingt ans, ont été chassés de leurs pays. Pire, des dizaines de milliers de nouveaux réfugiés fuyant l'armée d'occupation israélienne, ou simplement chassés, viennent grossir le nombre de ceux qui éprouvent du ressentiment ou plutôt de la haine envers l'Etat d'Israël.

L'agression israélienne a laissé, dans le monde arabe, la même empreinte que l'intervention des armées impérialistes laisse dans d'autres parties du monde, à Aden, en Amérique latine, dans le Sud-Est de l'Asie. Le 17 juin, les portes des hôpitaux du Caire se sont ouvertes à une dizaine de journalistes qui ont pu constater l'horrible souffrance de ceux qui avaient été brûlés au napalm et dont plus de la moitié devaient mourir peu après. Les survivants ont raconté comment l'aviation israélienne avait arrosé au napalm des compagnies entières, comment certains de leurs camarades avaient été torturés.

Mais si l'armée d'Israël a réussi à semer la mort et la désolation, elle n'a pas pour autant réglé les problèmes qui se posent à l'Etat sioniste depuis 20 ans et qui sont conditionnés par une coexistence normale avec les Etats voisins.

C'est que, cette guerre, quels que soient les motifs qui aient poussé les Israéliens à agir, a été menée pour le compte de l'impérialisme US.

Les armées israéliennes se sont battues pour Washington, mais non pour le peuple d'Israël.

Les citoyens de l'Etat Juif ne vivront pas mieux dans l'avenir qu'ils vécurent jusqu'à présent. Au contraire. C'est l'arme au poing,

(suite page 3)

sassinat par un groupe de policiers d'une jeune Noir soupçonné de cambriolage qui a déclenché une réaction violente. Pendant deux jours, de sanglantes bagarres ont opposé la police locale aux manifestants. Débordée, incapable de venir à bout des émeutiers, la police fut obligée de faire appel à la Garde Nationale.

Le lendemain c'est Cincinnati qui fut le théâtre d'affrontements violents. Là encore, l'autorité locale fit appel aux gardes nationaux pour étouffer, briser les émeutes.

Aux mêmes moments à Watts, le faubourg noir de Los Angeles dont la police s'est illustrée il y a deux ans par une répression féroce, de graves accrochages eurent lieu.

Faisant état, en même temps que de ces émeutes, de la nomination d'un Noir à la Cour Suprême pour la première fois de l'histoire des USA, « Le Monde » constate qu'« elle suscitera moins l'espoir que l'ironie amère dont les déshérités du monde entier sont coutumiers : les émeutiers noirs ont renoncé depuis longtemps à présenter leur cause devant les tribunaux. Aux prétoires, ils ont préféré la rue, avec son cortège de violences, de déraison apparente, d'explosions collectives ».

(suite page 8)

TAMPA, CINCINATTI NOUVELLES ETAPES

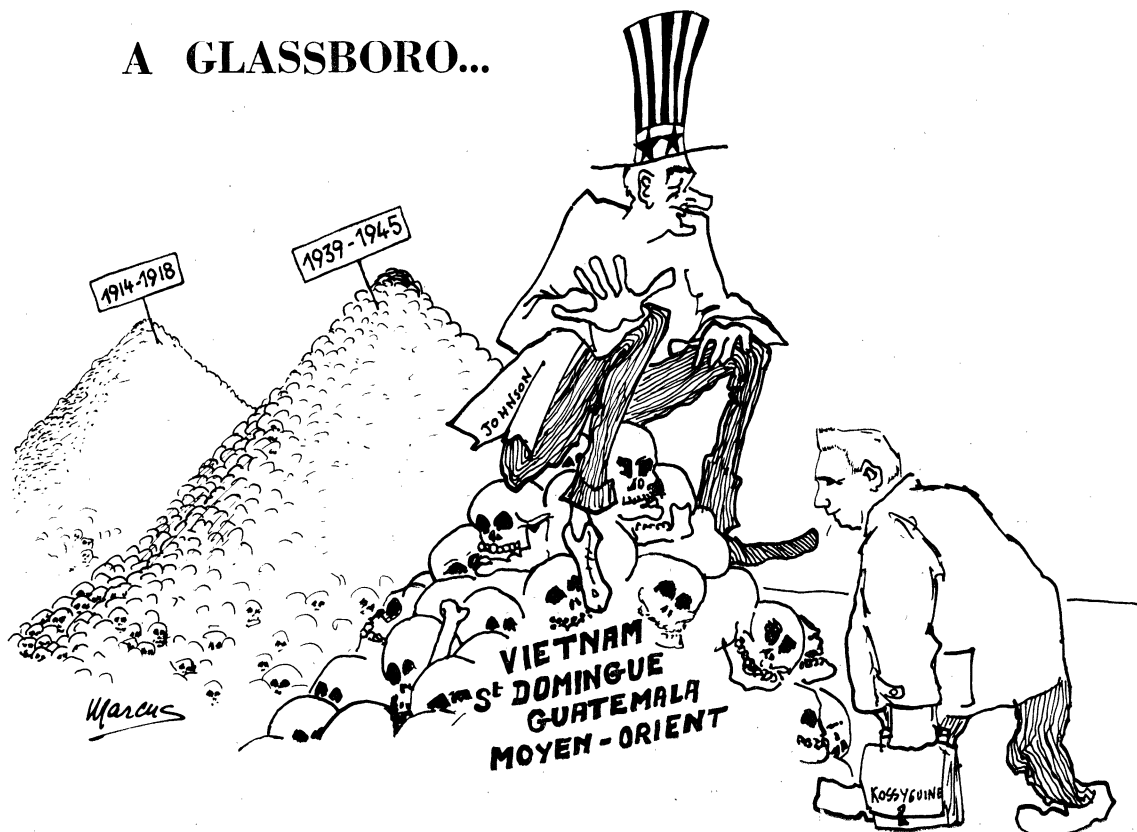
DE LA LUTTE DES NOIRS AMERICAINS

A PRES le quartier de Watts à Los Angeles, New-York, Chicago, c'est le tour de Tampa et de Cincinatti. Et, de nouveau, Los Angeles. Autant de noms, autant d'étapes de la lutte incessante de la population noire des Etats-Unis.

A Tampa, en Floride, c'est l'as-

(suite page 2)

A GLASSBORO...



Préparons la paix pour nos enfants.

LA POPULATION D'ADEN NE CEDERA PAS

(Voir page 3)

GLASSBORO : Un pas vers la paix ou une halte sur le chemin de la guerre ?

D'UN côté les propos pessimistes de De Gaulle qui voit le monde se diriger inéluctablement vers la guerre et, de l'autre, trois jours plus tard, la réunion improvisée des deux grands où Johnson et Kossyguine sont tout sourire et prépareraient la paix pour leurs petits enfants sinon pour leurs contemporains, voilà deux événements apparemment bien contradictoires.

Que les deux « grands » se rencontrent pour tenter d'éviter la guerre cela ne peut que sembler logique puisque la guerre, la vraie, celle qui menace sérieusement l'humanité c'est celle qu'ils risquent de se faire l'un à l'autre.

Mais, dans la situation actuelle que peut donner cette rencontre ?

De risque de guerre immédiat en-

tre les deux grands, quoi qu'on puisse en dire à propos du Moyen-Orient ou du Vietnam, il n'y en a pas. Toute la question est celle des risques de guerre à venir.

Indiscutablement, depuis deux ans il apparaît que les U.S.A., se préparent à la guerre mondiale, à terme. Ils ne sont pas en état de s'y engager maintenant, mais il semble que tous leurs calculs reposent sur le fait qu'ils doivent être prêts et ne pas laisser passer l'occasion si d'ici deux, trois ou cinq ans, les circonstances deviennent favorables.

La prolongation de la guerre du Vietnam n'est pas en elle-même un risque de guerre, mais c'est l'un des signes qui montrent que les U.S.A. envisagent la guerre mondiale. La guerre du Vietnam ne peut pas être gagnée militairement par les Vietnamiens, mais elle ne peut pas ne

peut pas l'être non plus par les U.S.A. sans guerre mondiale. Le fait qu'ils la fassent durer montre qu'ils considèrent cette extension comme relativement proche dans le temps.

Pendant ce temps les U.S.A. marquent des points contre les alliés véritables ou supposés de l'Union Soviétique. Au Vietnam d'abord. En Indonésie où un coup d'Etat militaire à renversé Soekarno et anéanti le plus puissant parti communiste d'Asie. En Grèce, en Afrique des coups d'Etat militaires ont écarté du pouvoir tous les gouvernants tant soit peu hostiles aux U.S.A. ou prévenu la formation de tels gouvernements. Au Moyen-Orient les Etats arabes viennent de subir une défaite qui renforce aussi la situation de l'impérialisme américain. Que dans les prochaines années le prolétariat européen et américain subissent des

défaites analogues à celle du prolétariat grec et l'impérialisme américain sera en mesure de déclencher une guerre qui, en anéantissant l'Union Soviétique, redonnerait au capitalisme la garantie de quelques décennies de plus.

Bien sûr, le capitalisme U.S. n'est pas dans une situation critique qui l'oblige à la guerre. La guerre, s'il y avait dans ces conditions serait un choix stratégique : la faire au meilleur moment puisque de toutes façon elle est inévitable.

On ne peut savoir si les responsables américains ont fait ce choix ou pas que d'après leurs actes. Et la négociation Johnson-Kossyguine ne doit pas faire illusion : la guerre de 39 a éclaté un an après Munich. Ce ne sont ni les traités sur les armes nucléaires ou les « missiles anti-missiles », ni même le Moyen-Orient qui

montreront si oui ou non le monde est en route vers la guerre, c'est le Vietnam.

Si les négociations des « deux », pouvaient aboutir, d'une façon ou d'une autre au retrait des troupes américaines du Vietnam, alors oui, on pourrait penser que l'impérialisme U.S. n'a pas encore choisi de déclencher la guerre dès que le rapport des forces lui paraîtra favorable.

Sinon, à quelque accord qu'ils puissent aboutir dans les autres domaines, il n'y a aucune illusion à se faire : il ne s'agirait pas de paix, mais d'un accord, tel que celui de Munich, traduisant l'actuel rapport des forces militaires, ou l'U.R.S.S. sacrifierait ses alliés potentiels pour retarder un peu l'échéance de la guerre et finalement la rapprocher en renforçant l'impérialisme américain.

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISES.

LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE EST-ELLE COMMENCÉE ?

(suite de la page 1)

le Nord du pays. Ce sont les GI's qui ratissent le sud. Quant à la possibilité pour l'U.R.S.S. d'amener le Vietcong à abandonner le combat, il n'y faut point songer. Les Vietnamiens l'ont commencé sans l'U.R.S.S. S'il le fallait ils le continueraient certainement malgré son opposition.

L'U.R.S.S. n'a donc rien à offrir. Même sur le plan de la non-dissémination des armes nucléaires, dont on parle beaucoup. Tout le monde sait bien qu'empêcher cette dissémination est une constante de la politique soviétique même sans accord formel avec les U.S.A..

Sur ce point encore ce sont eux qui ont les atouts en main, puisqu'ils peuvent brandir bien plus que l'U.R.S.S. la menace de doter d'armement atomiques certains autres pays, l'Allemagne par exemple.

Même si Johnson a fait quelques pas de la maison blanche jusqu'à Glassboro, c'est Kossyguine qui dut aller aux U.S.A. C'est bien là le symbole éloquent de la situation et du rapport de force actuel. L'U.R.S.S. est dans la situation du quémendeur qui n'a rien à proposer en échange de ce qu'il mendie.

Et c'est pour cela qu'elle n'aura rien sinon, sans doute, quelques bonnes paroles de paix, ces paroles dont les hommes d'Etat bourgeois ne sont jamais avares puisque cela, au mieux, sert à masquer leur véritable politique, et, au pire, ne leur coûte rien.

L'ENNEMI A ABATTRE

Pour l'impérialisme l'U.R.S.S. est depuis sa création un ennemi à abattre. Et depuis 1945, l'impérialisme américain ayant imposé par la force son hégémonie à tous les autres, l'U.R.S.S. est même devenue l'unique ennemi à abattre. La troisième guerre mondiale, si elle a lieu, ne peut être autre chose, quels qu'en soient les premiers épisodes, qu'un affrontement entre l'impérialisme et l'U.R.S.S.

Il est vain sans aucun doute d'essayer de prophétiser dans quel contexte exact cette troisième guerre mondiale éclaterait. Mais il serait certainement erroné d'imaginer que l'impérialisme n'attaquera que lorsqu'il se trouvera aux abois, acculé à une faillite complète soit par une crise économique d'une ampleur catastrophique, soit par une crise politique née de la révolte du Tiers-Monde ou de celle du prolétariat. Cette hypothèse n'est sans doute pas à exclure. Mais ce serait la pire pour le capitalisme.

Pourquoi attendrait-il donc cette extrémité ? Aussi, l'hypothèse d'une guerre « préventive », déclenchée au moment où le rapport de force se

trouve pencher en faveur de l'impérialisme, est certainement envisagée par tous ceux, militaires ou politiques bourgeois, qui sont persuadés que de toute manière, un jour ou l'autre, il faudra en découdre avec l'Union Soviétique. En ce sens les prouesses militaires de Moshe Dayan auraient pu d'ailleurs, donner des idées aux gens du Pentagone si, comme c'est plus que probable, ils ne les caressaient pas depuis des dizaines d'années déjà.

UN RAPPORT DE FORCE EN FAVEUR DE L'IMPERIALISME ?

Aujourd'hui, s'il existe un réel danger de guerre mondiale à brève échéance, ce n'est certes pas comme le pensent bon nombre de partisans de la coexistence pacifique,

LE SOUTIEN DE KOSSYGUINE

S'adressant à une délégation économique japonaise, M. Kossyguine a déclaré : « Disposant de l'aide américaine, les troupes israéliennes ne pouvaient être vaincues. » (« Le Monde », 17-6-1967).

Si cette déclaration ne reçoit pas de démenti, elle constitue une véritable bombe qu'elle que soit la façon dont on la tourne.

Ou bien, elle est un aveu flagrant que l'U.R.S.S. a laissé tomber les pays arabes en dépit de la promesse formelle de leur apporter un soutien proportionné à l'aide fournie par les U.S.A. à Israël.

Ou bien, elle signifie que dans tous les cas (avec ou sans U.R.S.S.) un pays sous-développé n'a aucune chance devant l'impérialisme américain. Et alors, quelle chance reste-t-il à l'U.R.S.S. elle-même ? Quoi qu'il en soit, les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine apprécieront à sa juste valeur le « soutien » des dirigeants soviétiques à leur combat.

parce qu'il y a tel ou tel foyer de tension dans le monde. Si ce danger se précise ce n'est que parce que le rapport des forces semble justement être en train de changer en faveur de l'impérialisme.

Le coup d'Etat militaire en Indonésie qui a permis le massacre de plusieurs centaines de milliers de com-

munistes et d'éliminer de la scène politique l'un des Parti communistes les plus puissants du monde, celui de Grèce plus récemment, la victoire de l'armée israélienne enfin, sont à des titres divers des victoires de l'impérialisme. Comme au Vietnam c'est un relatif succès pour lui que l'armée américaine puisse démontrer chaque jour que si les U.S.A. le veulent, ils ont les moyens non pas d'empêcher un peuple de se battre pour sa liberté, mais de le forcer à vivre dans la terreur quotidienne en lui enlevant tout espoir d'un succès militaire décisif.

Ce sont tous ces succès de l'impérialisme américain qui ces derniers temps nous ont rapproché de l'éventualité d'une troisième guerre mondiale. Car, si l'impérialisme parvenait par l'installation d'une dictature militaire ici, par une guerre victorieuse là, par une destruction terroriste systématique ailleurs, à imposer au monde l'idée que tout combat pour

une libération quelconque est inutile et voué à l'échec, alors ce jour-là le rapport des forces serait définitivement inversé en sa faveur et la guerre contre l'U.R.S.S. serait aussitôt à l'ordre du jour.

Certes, nous n'en sommes pas encore là. Les souffrances infligées au peuple vietnamien n'empêchent pas les Sud Américains de devenir guérilleros, la haine de l'impérialisme est peut-être plus grande que la résignation parmi les masses arabes et la défaite égyptienne au Sinaï n'a pas prévenu une mutinerie à Aden et rien ne permet d'affirmer que les prolétariats européens ou américains accepteraient sans broncher la guerre impérialiste de leur bourgeoisie contre l'Union Soviétique.

C'est bien pour cela que de Gaulle au nom de l'impérialisme français peut juger que la situation n'est pas encore mûre, que le ralliement inconditionnel à l'impé-

rialisme américain pour la curée ne s'impose pas, et que la bourgeoisie française peut encore, pour l'instant, dans le contexte de ces deux blocs antagonistes mais non en guerre, mener un jeu autonome.

De toute façon s'il y a quelque chose à l'heure actuelle qui contribue à écarter le spectre d'une guerre mondiale, ce ne sont certes pas les efforts de la bureaucratie soviétique en faveur de la paix, mais les luttes révolutionnaires qui se mènent à travers le monde.

Car, si les dirigeants du Kremlin espèrent détourner les menaces de l'impérialisme en lui garantissant le statu quo, les dirigeants impérialistes, eux, ne se font sans doute aucune illusion. Ils se préparent même, plus que jamais, à toute éventualité. La décision récente de Washington de remettre sur pied une flotte de guerre plus importante en est bien la preuve.

Jacques MORAND.

MANIFESTATIONS D'ETUDIANTS A BERLIN-ouest

Le 2 juin 1967, la crise qui était latente chez les étudiants allemands, a pris une expression aiguë.

Les faits sont simples le mécontentement, le vague désir d'action des étudiants à Berlin-Ouest, trouvent à s'exprimer par une manifestation contre le Chah d'Iran qui à cette date rend une visite officielle à la ville. Une manifestation d'étudiants comme tant d'autres mais qui, dans l'atmosphère particulièrement tendue de cette ville profondément marquée par la haine du régime d'Allemagne Orientale, sert de prétexte à la police pour monter un exercice d'« état d'urgence ». Elle intervient avec une brutalité inouïe, selon le beau principe de son chef qui affirme qu'une manifestation ressemble à une saucisse : il suffit de la percer au milieu pour que les deux extrémités craquent toutes seules. Le bilan : 24 blessés, la plupart grièvement, un mort. L'étudiant Benno Ohnesorg, tué par la balle d'un agent de police lorsqu'il essaie de fuir le lieu du massacre.

Devant l'indignation qui s'exprime par des manifestations de solidarité spontanées dans toutes les grandes villes universitaires d'Allemagne, la police essaie d'abord de masquer les faits et, vaillamment soutenue par la grande presse monopolisée par Springer, de propager en quatre versions différentes, la légende de l'agent de police tirant en état de légitime défense sur l'étudiant qui est re-

présenté comme un meneur radical bien connu et un des responsables des événements de Berlin.

Les autorités à Berlin (SPD) soutiennent intégralement la police. On essaie même de monter la population travailleuse contre les étudiants avec des remarques comme « Ces tapageurs qui ne font rien et vivent de l'argent que l'ouvrier gagnent péniblement ». Ils réussissent en partie, car la presse a depuis longtemps bien travaillé pour élargir le fossé existant entre la population et les étudiants. Ceux-ci, depuis l'effondrement total d'une opposition parlementaire, ont pris confusément une attitude oppositionnelle. Jusqu'à présent, ce sentiment d'opposition ne s'est pas concrétisé par un engagement politique précis — seuls 3,7 % des étudiants allemands sont regroupés dans des associations politiques d'étudiants — mais à Berlin ils se sont vus brusquement confrontés avec le vrai visage de cet état constitutionnel et démocratique qu'ils avaient toujours défendu contre les « assassins du mur » et, comme l'écrit l'hebdomadaire « Die Zeit », pour la première fois « ils pensent politiquement ». Mais ils ressentent surtout la peur devant la force brutale de la police et — devant l'avenir. Leur désarroi s'est clairement traduit lors du congrès « Université et Démocratie », qui suivit l'enterrement de Benno Ohnesorg à Hanovre le 9 juin.

Certes, des manifestations

ont eu lieu un peu partout en Allemagne, des professeurs d'Université et des intellectuels de gauche ont pris parti pour les étudiants. Ils parlent longuement de la crise de l'Université allemande, à la rigueur de la crise de la démocratie et du vide politique dans la RFA, mais ils se gardent bien de tirer des conclusions de cette crise. Ils veulent « aider des étudiants à s'assurer d'eux-mêmes et les protéger contre ceux qui, avec le programme de la révolution permanente, veulent supprimer toute entente et mettre en question toute structure d'ordre ». (« Die Zeit », 16.6.67).

Les représentants du SDS (étudiants socialistes) voient plus loin. Dans leur résolution, ils constatent que « les protestations des étudiants resteront impuissantes tant qu'ils ne réussiront pas à trouver de l'appui dans la société et à disputer à l'oligarchie capitaliste ses positions de pouvoir dans l'économie, dans la vie publique et dans l'appareil d'Etat même.

Et le professeur Hermann ABENDROBBE conclut : « les étudiants et les intellectuels ne peuvent rien faire à eux seuls. La force capable de transformer les choses est la société, cette force, nous devons la chercher chez les millions d'ouvriers. Nous devons nous réunir avec cette force, car c'est elle qui peut nous sauver d'un nouveau malheur et nous libérer de la honte du passé. »

Catherine KLEMENT.

LA BOMBE CHINOISE

Le 17 juin dernier, après cinq essais nucléaires, la Chine a fait exploser sa première bombe à hydrogène. Considérée avec stupeur par les uns, avec inquiétude feinte ou réelle par les autres, cette explosion a été quasi unanimement présentée par les commentateurs comme une menace supplémentaire pour la paix du monde, sinon une des menaces principales. Le mythe du « péril jaune » y aura gagné un nouvel argument. Les essais nucléaires n'ont pas le même don d'exaspérer ou d'inquiéter suivant qu'ils aient eu lieu

à la Sierra Nevada ou dans le Sin-Kiang.

A notre époque, où la valeur des arguments dans les discussions entre Etats se mesure par des mégatonnes, la possession d'un armement nucléaire n'est pas seulement un droit mais même un devoir pour tout pays qui a réussi à s'échapper un tant soit peu de l'emprise de l'impérialisme. Ne se lamentent devant ce succès chinois, ne parlent de menace supplémentaire de guerre à son propos que ceux qui ont choisi le camp des impérialistes ou ceux qui se refusent à voir que l'unique menace de guerre est le fait de l'impérialisme. Il faut une bonne dose d'hypocrisie ou d'inconscience pour parler de menace de la part d'un pays pris dans

l'immense tenaille militaire américaine, et à la frontière duquel l'armée US est en train d'exterminer un peuple.

Cela dit, si la bombe H est un succès justifié et incontestable des savants chinois, elle ne modifie pas d'une façon notable le rapport des forces entre la Chine et l'impérialisme. Il y a plus de mégatonnes d'emmagasiniées dans la soute d'un seul B 52 américain que dans tout le stock nucléaire chinois. Sans parler du fait que la Chine ne possède aucun engin capable de transporter ses bombes à des distances suffisantes. Et l'écrasante supériorité américaine n'est pas près de se modifier en faveur de la Chine, car elle a comme support la supériorité tout aussi écrasante de l'industrie et de l'économie américaines.

La Chine a su se donner — mais à quel prix, à quels efforts — un faible armement nucléaire. Cependant, même en augmentant cette puissance nucléaire, ce n'est pas elle qui fera peur aux impérialistes. Si les USA n'ont pas envahi jusqu'ici la Chine, ce n'est certes pas parce qu'ils craignent les bombes, même atomiques, mais parce qu'ils ne sont pas certains du tout de pouvoir venir à bout du peuple chinois. S'attaquer à la Chine, c'est accepter une guerre du Vietnam, à une échelle aussi grande que la Chine elle-même. C'est un risque pour les impérialistes, un risque que jusqu'ici ils ont hésité à encourir. Mais à long terme, la guerre contre la Chine est aussi inévitable que la guerre contre

l'URSS. Une guerre que l'impérialisme prépare ouvertement, cyniquement, méthodiquement. Une guerre que la bombe H chinoise ne fera pas éviter, qu'elle ne peut même pas retarder. Une guerre où les seuls alliés valables efficaces, de la Chine, ne pourront être que les travailleurs, ceux des pays impérialistes comme des pays sous-développés, car ils constituent la seule force capable d'abattre l'impérialisme. La Chine ne veut, et vu la nature sociale de son régime, ne peut, faire appel à ses seuls alliés. Au langage révolutionnaire, et surtout, à l'action révolutionnaire, ses dirigeants préfèrent le langage des mégatonnes. Mais sur ce terrain la Chine est perdue d'avance.

G. K.

La population d'Aden ne cédera pas

C'EST par une véritable insurrection que la population d'Aden a répondu à l'annonce par le gouvernement britannique des décisions concernant l'indépendance du territoire. Cette indépendance était déjà prévue pour 1968 ; restait à en fixer la date et les modalités. On se souvient qu'au mois d'avril dernier de violentes émeutes avaient déjà éclaté contre les forces britanniques, malgré les promesses d'indépendance faites par Londres.

Aujourd'hui, il faut dire que les décisions annoncées par le ministre des Affaires étrangères, George Brown, n'ont que de lointains rapports avec le contenu d'une véritable indépendance.

Au mépris de la résistance des organisations nationalistes qui mènent la lutte depuis 4 ans, au mépris des manifestations de haine qu'inspire aux Adenis l'occupation des troupes anglaises, Londres a décidé unilatéralement le maintien de l'actuel gouvernement de la Fédération de l'Arabie du Sud, qui serait simplement « élargi ». Ce gouvernement aurait en plus une Constitution qui est actuellement en préparation, en accord avec Londres.

Non contente d'imposer son dictat sur une indépendance bidon, l'Angleterre a également annoncé sa volonté de maintenir au large des côtes d'Aden une force navale, pour une durée minimum de 6 mois (mais qui pourrait bien sûr être prolongée). Ceci dans le but de « protéger » Aden d'une éventuelle invasion étrangère...

Les conditions de misère dans lesquelles l'Angleterre a maintenu la population (depuis quelques 130 ans de présence, le seul acte de civilisation notable qu'on ait pu enregistrer fut l'installation avant la guerre d'un centre pénitencier pour les bataillons indiens délinquants) sont telles qu'aujourd'hui elle ne peut même plus compter sur le seul appui qui lui restait, l'armée fédérale d'Arabie du sud, composée de soldats en principe fi-

dèles aux féodaux, et, par voie de conséquence, soumis aux ordres de la Grande-Bretagne. Car c'est parmi ces soldats qu'a éclaté une mutinerie le mardi 20 juin, au lendemain des déclarations de George Brown. Et les fonctionnaires britanniques ne convaincront personne en expliquant que la mutinerie a pour seule origine la suspension de 4 colonels de l'armée fédérale. En effet, dès le premier jour des émeutes, les 4 colonels ont été réintégrés, ce qui n'a pas empêché l'insurrection populaire de s'étendre et de se poursuivre tout au long de la semaine. Aux mutins qui attaquaient les aéroports et les casernes se sont joints 200 policiers qui ouvraient le feu sur les fusiliers marins britanniques puis libéraient 500 prisonniers de droit commun.

Dans la ville, tout ce qui porte la marque de l'Angleterre est attaqué par la population. Les soldats britanniques sont abattus en pleine rue, l'immeuble du Conseil Législatif est incendié, ainsi que les voitures et magasins anglais. Pendant ce temps les hauts parleurs des mosquées lancent des appels à l'insurrection contre la Grande-Bretagne. L'ordre de grève générale circule déjà à travers la ville...

Les troupes anglaises ne se risquent plus dans les quartiers populaires et se limitent à faire le siège du quartier du Crater, foyer de l'insurrection. Mais pendant ce temps le sabotage d'un réservoir de la B.P. a pour résultat de répandre une épaisse couche de pétrole qui sépare les quartiers généraux anglais du Crater et de l'aéroport.

Chaque Adeni jusqu'au dernier est devenu un combattant actif contre l'impérialisme anglais.

Actuellement les forces de résistance sont divisées en deux organisations de nationalistes, le F.L.N. et le FLOSY (Front de Libération de l'Arabie du Sud Occupée), cette dernière étant la plus influente. Tous deux sont nassériens, c'est-à-dire qu'ils se placent évidemment sur le terrain du nationalisme bourgeois. Quand on sait que Nasser se montrait récemment favorable à un gouvernement de coalition en Arabie du Sud et préconisait

des négociations entre le Royaume-Uni et le FLOSY, on peut se demander jusqu'où va la résolution des leaders nationalistes.

Mais par ailleurs, Aden, unique centre urbain de l'Arabie du Sud, est depuis longtemps un foyer d'agitation ouvrière. Depuis 1950, de nombreux syndicats sont apparus, menant des grèves, non seulement pour des revendications économiques, mais aussi, comme ce fut le cas ces jours-ci, contre la puissance anglaise.

Ce sont les ouvriers d'Aden qui, les premiers, sont entrés en lutte, et qui restent la principale force combattante. Mais l'absence d'une direction révolutionnaire prolétarienne rejette cependant, pour l'instant, cette classe ouvrière dans les bras du nationalisme bourgeois, en l'occurrence le nassérisme.

C'est une voie qui mène à une impasse. Aujourd'hui, le Proche-Orient en prend conscience mieux que jamais.

Mais il n'est pas impossible que dans le combat que mènent aujourd'hui les travailleurs d'Aden, la dynamique des événements ne les amène à se heurter, demain, à ces mêmes forces nationalistes dirigeantes. L'issue dépendra alors de la capacité des révolutionnaires adenis à se forger une direction compétente, socialiste et internationaliste.

L. TOURFAN.

L'ATTAQUE ISRAËLIENNE N'A RIEN RÉSOLU

(Suite de la page 1)

dans l'angoisse perpétuelle d'une « revanche » arabe que vont être éduquées les nouvelles générations de l'Etat juif. Quels que soient les projets israéliens dans les territoires occupés (Tel Aviv a avancé l'idée de la création d'une Fédération entre Israël et un Etat palestinien installé... en Cisjordanie, sous la houlette de Jérusalem, bien sûr...), il est absolument exclu que les Israéliens puissent régler le problème palestinien en retaillant la carte du Moyen-Orient.

A l'intérieur des frontières israéliennes, la situation ira en s'aggravant. Le sort de la classe ouvrière frappée par le chômage et les bas salaires ne pourra qu'empirer. La récente hausse des impôts, l'entrée dans le gouvernement de personnalités d'extrême-droite, le rôle encore renforcé de l'armée se retourneront inévitablement contre la population, contre les travailleurs.

Seul l'impérialisme américain — et la bourgeoisie israélienne nourrie par Washington — peut donc se réjouir des récents événements. A ce propos, les déclarations d'un haut fonctionnaire du Département d'Etat sont particulièrement édifiantes :

« Compte tenu de l'effort que nous avons consenti et de l'argent que nous avons investi, Israël a

probablement fait plus pour les Etats-Unis au Moyen-Orient que ce qu'aucun de nos prétendus amis ou alliés n'a fait, où que ce soit dans le monde, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. En Extrême-Orient, nous ne pouvons obtenir l'aide d'à peu près personne au Vietnam. Les Israéliens ont gagné eux-mêmes la guerre, nous déchargeant ainsi de notre fardeau, il ont servi nos propres intérêts ainsi que les leurs. »

(Citée dans l'Huma-Dimanche du 18-6-1967.)

Voilà qui est clair. L'agression israélienne a été menée pour le compte des USA et les intérêts qu'elle a servi ne sont pas difficiles à déceler.

Intérêts stratégiques d'abord puisque le Moyen-Orient est une position-clé, à la charnière de l'Afrique et de l'Asie et à proximité des frontières méridionales de l'URSS. Intérêts économiques aussi puisque le Proche-Orient fournit près de 60 % des ressources pétrolières mondiales et que les grands trusts US ont investi des milliards de dollars dans cette partie du monde. Intérêts politiques enfin car l'attaque israélienne, si elle n'a pas fait chuter le gouvernement de Damas, n'en a pas moins marqué un coup d'arrêt aux tentatives de mener une politique allant contre les

intérêts de l'impérialisme US dans cette partie du monde.

C'est donc l'impérialisme, et lui seul, qui sort bénéficiaire du conflit. Les peuples n'ont rien gagné et ne pouvaient rien gagner. Car Washington n'est ni le défenseur, ni le protecteur du peuple israélien. Les USA se servent simplement de la situation des Juifs au Moyen-Orient, situation d'ailleurs sciemment voulue, pour maintenir l'« ordre » dans cette partie du monde. Et Nasser ne représente pas plus les véritables intérêts des masses arabes, qu'il trompe quotidiennement. Il s'est d'ailleurs servi de son autorité et de son prestige pour maintenir au pouvoir la monarchie hachémite pourrissante.

Au Moyen-Orient comme ailleurs, seul le prolétariat peut trouver une solution. Il peut seul surmonter l'antagonisme judéo-arabe, créé de toutes pièces par l'impérialisme. Il peut seul résoudre le problème des réfugiés arabes en créant un Etat palestinien, réellement indépendant, qui pourra s'intégrer dans une Fédération des Etats socialistes du Moyen-Orient.

Hors de cette voie, si lointaine qu'elle paraisse, aucune paix n'est possible au Moyen-Orient.

François DELAIN.

LES VIOLENCES STALINIENNES

Prises de position sur la démocratie ouvrière

Nous avons rendu compte, dans le dernier numéro de « Voix Ouvrière » de la réunion publique organisée par nos camarades dijonnais pour protester contre les méthodes de violence utilisées par le Parti Communiste Français contre les organisations d'extrême-gauche.

Nos lecteurs trouveront ci-dessous le texte des motions envoyées à cette occasion par le Comité départemental de la Côte-d'Or de la F.G.D.S., par la Fédération de la Côte-d'Or du P.S.U. et par le P.C.I.

Nous publions ensuite des extraits d'une « mise au point » du Bureau de Dijon de l'U.E.C. largement diffusée dans les milieux étudiants, mise au point bien significative de l'embarras des stalinien lorsque leurs méthodes de gangster sont étalées au grand jour.

Le Comité exécutif départemental de la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste (Côte-d'Or),

Informé des violences dont ont été victimes des distributeurs de « Voix Ouvrière » devant deux entreprises dijonnaises,

Ne s'estime pas compétent pour identifier les responsables de ces incidents,

Mais tient à affirmer son attachement au principe de la liberté d'expression et de propagande pour toutes les tendances politiques et en toutes circonstances.

(Motion adoptée le 27 mai 1967.)

Pour le Comité exécutif,

Le vice-président,

P. Lévêque.

Chers Camarades,

Vous nous avez demandé de prendre position au sujet de différents incidents mettant en cause le Parti Communiste Français et qui se sont produits à PARIS-LYON-ROUEN-DIJON,

soit avec des militants de V.O., des J.C.R. et des Membres des Cercles Marxistes-Léninistes.

La Commission exécutive du P.S.U. a estimé, après examen de votre résolution, que nos informations, en ce qui concerne les incidents qui se sont produits hors de DIJON étaient insuffisantes et contradictoires pour nous permettre de prendre position.

Nous pensons qu'il convient que votre organisation prenne contact avec notre Bureau National à ce sujet.

Pour les événements qui ont eu lieu à DIJON, les informations que nous avons recueillies sont également contradictoires.

S'il est évident que des militants V.O. ont été agressés, ce que nous condamnons, selon certains syndicalistes, non C.G.T., que nous avons rencontrés, il apparaît également que des diffuseurs de V.O. auraient troublé des diffusions de tracts organisées par des militants syndicaux, ce que nous ne pouvons approuver.

De toutes façons, nous tenons à réaffirmer notre position de principe en ce qui concerne le respect de la démocratie ouvrière.

Pour nous, la Classe Ouvrière n'est pas la propriété exclusive de personne et tous les courants du Mouvement ouvrier doivent pouvoir s'exprimer librement à la porte des usines.

Nous estimons que les divergences politiques, qui sont inévitables, doivent toujours se placer au niveau politique et non recourir à des injures, des polémiques mesquines, voire des coups.

Ni la classe ouvrière, ni le socialisme démocratique n'ont à gagner à l'emploi de tels procédés.

Pour sa part, le P.S.U. maintiendra toujours le souci du plus large dialogue possible et de la démocratie ouvrière.

Croyez, Camarades, à l'assurance de nos sentiments socialistes.

Le SECRETAIRE.

P.S. — Nous sommes d'accord pour une lecture publique de la présente lettre à votre Meeting, à la condition expresse d'une lecture intégrale.

AUX CAMARADES ORGANISATEURS DU MEETING

Les militants du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section Française de la 4^e Internationale), sans reprendre à leur compte les analyses, la ligne politique et les méthodes de travail de l'organisation « VOIX OUVRIERE », dénoncent les méthodes de violence perpétrées au cours des dernières semaines contre ses diffuseurs par des membres du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, à Rouen, Paris et Dijon notamment.

En contradiction avec les propos de ce dernier sur la nécessaire plu-

ralité des partis et courants se réclamant du socialisme ; dans le même temps où ce parti laisse impunément se manifester les groupes fascistes, prône la voie pacifique vers le socialisme et tend la main à l'opposition bourgeoise, cette résurrection des méthodes stalinien en dit long sur la manière dont il conçoit sa « démocratie véritable ». Réserver ses coups à ceux qui le contestent sur sa gauche, refuser la libre confrontation à l'intérieur du mouvement ouvrier considéré comme une chasse gardée, c'est l'aveu de la continuité d'une politique anti-ouvrière l'aveu que le P.C.F. reste fidèle — en dehors de modifications de surface — au stalinisme dont il fut un des plus beaux fleurons.

Les attaques physiques contre les militants de la V.O., des J.C.R., du M.C.F. ; le recours aux diffamations et aux tronçages de textes vis-à-vis des positions chinoises, cubaines et même vietnamiennes sur la question de la guerre du Vietnam et sur les problèmes du mouvement ouvrier international ; le recours aux pires procédés de l'amalgame et de l'usage de fautes contre des militants de Révoltes, de l'O.C.I., du Comité Vietnam National. — dans le contexte actuel de la lutte des classes, nationale et internationale, ne sont pas un aveu de force, mais un signe de faiblesse, de peur devant la renaissance de courants violemment opposés à la politique capitalarde des directions officielles du mouvement ouvrier, particulièrement parmi la jeunesse, qui n'a pas subi le poids des défaites et le découlement dû aux trahisons passées.

Sans doute un long chemin reste encore à faire pour construire l'instrument politique qui permettra de mener la classe ouvrière à la victoire, mais nul doute que, si nous savons, quant à nous, donner l'exemple de la rigueur et de la fermeté politique, si nous respectons pour notre part, scrupuleusement, la démocratie ouvrière, si nous savons donner un autre visage au communisme que celui défiguré des STALINE, RAKOSI ou THOREZ, nous contribuerons à accélérer la crise actuelle du stalinisme et à polariser autour de nous les forces restées saines de l'immense majorité de la classe ouvrière, y compris de la base actuelle, trompée, désorientée et trahie, des Partis communistes.

De la même manière que nous sommes prêts à défendre les organisations ouvrières quelles qu'elles soient, centrales syndicales ou partis ouvriers (P.C.F. y compris) contre toute tentative d'intégration et face à toute attaque fasciste, nous défendrons toujours, à l'intérieur du mouvement ouvrier, le droit à la libre expression des courants et tendances, source de sa force. Les travailleurs sont assez grands pour juger sur pièces et accorder leur confiance à ceux qui leur en paraissent dignes.

P.C.I. (2 juin 1967).

MISE AU POINT
DU BUREAU DE VILLE
DE L'U.E.C. DE DIJON
(5 juin 1967)

L'U.E.C. de Dijon n'a pas à réagir devant la tenue de ce meeting en tant que tel. Elle n'en attendait pas moins en effet de gens qui en sont à l'origine. De plus, elle ne considère pas comme un succès cette réunion dite « d'information » faite sur une base très large. Malgré un terrain favorable : l'existence latente d'une certaine hostilité à l'égard du P.C.F. dans des milieux de gauche, malgré un nombre considérable d'affiches collées un peu partout dans la ville grâce à des renforts venus de l'extérieur, en dépit d'une débauche de tracts déversés dans le milieu

étudiant, ce meeting a réuni un peu plus d'une centaine de participants dont bien sûr des étudiants, beaucoup de curieux et également (venus incognito) des militants et sympathisants communistes qui nous ont dit combien cette réunion les avait écoeürés et ulcérés. Les applaudissements furent maigres. On voit que ce meeting organisé sur des bases somme toutes fort humanitaires et destiné surtout à piquer la curiosité serait devenu si, au lieu de détruire, il avait fallu construire.

Nous croyons plutôt qu'un des buts politiques de la « Voix Ouvrière » est de tenter de freiner le processus d'unité des forces de gauche et de semer la discorde entre le P.C.F., la F.G.D.S. et le P.S.U. Depuis les élections législatives de mars dernier en effet, un profond courant unitaire s'est dessiné dans les masses ; il a commencé à naître depuis quelques années, il s'est renforcé sur le plan syndical avec l'accord C.G.T.-C.F.D.T. et a enfin trouvé son expression politique dans l'accord du 20 décembre 1966 entre les trois partis de gauche. Sans doute, les chemins de l'unité sont-ils malaisés (on l'a vu à propos du Marché Commun et tout récemment des événements du Moyen-Orient). Mais ce qui compte, c'est que, en dépit de ces difficultés, l'idée de l'unité et du rassemblement des forces de gauche sur un programme commun progresse inéluctablement. Or, il est bien évident que cette évolution politique gêne considérablement la « Voix Ouvrière » et les trotskystes en général qui se trouvent dès lors isolés, complètement exclus du grand mouvement populaire (souvenez-vous des pério-

des des élections présidentielles et des législatives). Il est donc normal que la « Voix Ouvrière » prenne prétexte de certains événements pour tenter de freiner l'unité et d'isoler à son tour le P.C.F., en escomptant déclencher ainsi une polémique entre les parties de gauche. En voici une preuve. Il a été dit lors de la réunion que des messages furent envoyés par la F.G.D.S. et le P.S.U. On se tromperait en pensant que cet envoi fut spontané. Nous savons en effet de source sûre que la « Voix Ouvrière » est allée quémander le soutien de la F.G.D.S. en lui demandant de condamner nommément le P.C.F., ce qui fut refusé. Néanmoins, la F.G.D.S. a cru devoir signer un papier critiquant le recours aux violences.

Quelles que soient les opinions de ce parti sur la question, était-il politiquement opportun de réagir ainsi dans le contexte actuel ? Nous en laissons juges les étudiants, qui souhaitent ardemment le regroupement des forces de gauche. Néanmoins nous tenons à dire ce que nous pensons du procédé utilisé par la « Voix Ouvrière ». Nous savons quelles violentes attaques ce groupe a déclenchées contre la FDGS, accusée purement et simplement d'être une formation bourgeoise, complice direct du capitalisme. Personne n'ignore également les critiques acerbes dont le P.C.F. fut l'objet tant lors de l'élection présidentielle que des élections législatives pour avoir « capitulé devant la social-démocratie ». Et voici que ces gens, au mépris de leurs principes, ont le front d'aller rechercher la caution d'un parti politique qu'ils excèrent.

Une prise de position de « l'école émancipée »

Nous extrayons l'article suivant du numéro 19 de l'Ecole Emancipée, organe d'une tendance de la Fédération de l'Education Nationale. Signé de Marc Perrais, il condamne sans équivoque les violences stalinien envers des militants d'extrême-gauche, notamment celles qui ont eu lieu à Berliet (voir la Voix Ouvrière n° 84).

« UNITE... SANS ACTION »

Notre camarade Duthel a été lâchement diffamé par les stalinien de « l'Humanité ». Le congrès du S.N.E.S. a nettement condamné de telles pratiques dignes de la meilleure époque des « purges » de l'avant-guerre et de celle de la « chasse aux sorcières titistes ». Néanmoins ils n'ont pas désarmé. Dans le dernier numéro de l'Université Syndicaliste, J. Chapard livre un combat d'arrière-garde. Elle essaie avec un jésuitisme achevé de jeter le trouble dans certains esprits en distinguant Duthe', militant politique de l'O.C.I. (trotskyste) et Duthel « enseignant ».

Il est clair que le passé de militant syndical éprouvé de Duthel le gêne beaucoup, car il réduit à néant les canailleries de son camarade Fajon.

Elle pousse la maladresse jusqu'à l'odieuse, car pour elle Duthel n'est pas un militant syndical puisqu'il ne dispose pas de mandat !

Qu'elle se renseigne pour savoir ce que sont beaucoup de ses amis de tendance dûment mandatés : des gens qui font dans le syndicat de la figuration (pas toujours intelligente !) quand ils ne s'efforcent pas par leur inertie de bloquer toute action syndicale sérieuse.

Si l'habileté intellectuelle de J. Chapard n'est pas aussi grande que l'on en ait pu croire, la dextérité manuelle de ses amis politiques ne peut être mise en doute.

— le 18 avril à Rouen, une cinquantaine de membres du P.C.F. sabotent par la violence une réunion du groupe trotskyste « Voix Ouvrière ».

— le 5 mai un meeting organisé par le M.C.F. pro-chinois contre l'agression américaine au Vietnam est pris d'assaut par près de 500 nervis du P.C. (dont plusieurs membres en vue de l'U.E.C.).

— le 10 mai à Dijon, agression contre des diffuseurs de « Voix Ouvrière ».

— le 19 mai : agression contre les militants de « Voix Ouvrière » devant chez Berliet à Vénissieux.

— le 17 mai, lors de la manifestation centrale à Paris, ce ne sont pas des pro-chinois, mais des militants lutte de classe de la section F.O. « Rhône-Poulenc » qui sont sauvagement agressés.

Entin, le dernier exploit des amis politiques de J. Chapard se situe une nouvelle fois à Vénissieux le 2 juin, où les gens de l'appareil de la C.G.T. entraînant des énergumènes idéologiquement sous-développés, à cours d'arguments sans doute, auraient dispersé des diffuseurs de « Voix Ouvrière » à coups de clé anglaise.

Les réformistes de la tendance B ont repeint leur façade, et ont adopté dans un style new-look une nouvelle appellation (qui me semble incontrôlée) « Unité et Action ». Avec le mauvais esprit qui caractérise, paraît-il, les gens de l'Ecole Emancipée, j'aurais plutôt pensé « Unité... sans Action ».

Ce serait là être trop injuste, l'action est très réelle :

Fajon diffame.

J. Chapard, aux ordres, insinue. Les nervis cognent.

Action ? Oui, contre les vrais militants ouvriers.

Marc PERRAIS.

LE SYNDICALISME ENSEIGNANT

HISTOIRE DE LA FEDERATION UNITAIRE des origines à 1935 (par F. BERNARD, L. BOUET, M. DOMMANGET, G. SERRET)

Cet ouvrage retrace un aspect des luttes syndicales dans l'Enseignement et bien souvent, indirectement dans le monde ouvrier, depuis la fin du siècle dernier jusqu'à 1935, année où s'opère la reconstitution de l'unité syndicale. Il comporte de nombreuses citations et produit bien des documents peu connus.

Les deux premières parties (BERNARD-BOUET) : — Des origines du syndicalisme universitaire à la première guerre mondiale (1914)

— Pendant la première guerre mondiale. Au sortir des tranchées. La scission syndicale. Au temps du Cartel des gauches ont été précédemment publiées en brochures, aujourd'hui épuisées.

Les deux autres parties (DOMMANGET-SERRET) : — Du congrès de Grenoble (1926) à 1930 — Du congrès de Marseille (1930) au Congrès de fusion (Noël 1935)

sont restées, jusqu'à maintenant, malheureusement inédites.

Pour satisfaire à bien des demandes, une édition de l'ouvrage comprenant l'ensemble des quatre parties a été préparée.

En collaboration avec les auteurs encore en vie et avec une équipe de militants de l'enseignement, Pierre BROUÉ, assistant à l'Université de Grenoble et historien du mouvement social, en a mis au point la présentation et a rédigé les notices explicatives et les annexes.

L'ordre de grandeur du prix de l'ouvrage pourrait être de 30 à 50 francs ; les acquéreurs éventuels de cet ouvrage sont instamment priés de se faire connaître dans les plus brefs délais à :

H. VIDALENCE — Instituteur retraité — 69-CHASSELAY afin que puisse être utilisée l'indication de leur nombre pour les discussions avec les éditeurs.

IL Y A 50 ANS, LA REVOLUTION RUSSE



Un régiment de mitrailleurs manifestant dans les rues de Petrograd durant les journées de juin.

Pour le "Temps", Lénine était un « maniaque raisonneur et visionnaire »

« Le Temps », journal de la grande bourgeoisie française, appuyait et approuvait la propagande nationaliste des sociaux-patriotes russes. Sous le titre « Exhortation socialiste » il publiait de larges extraits d'un discours de Plekhanov aux délégués du front contre la paix qu'il jugeait « prématurée » :

« Les espérances que l'on fonde sur l'action des socialistes allemands sont illusoires et reposent sur l'ignorance où l'on est des conditions en Allemagne... le nombre de vrais socialistes est insignifiant. Il nous reste donc qu'à continuer la lutte contre l'Allemagne. Une paix sans annexion ni indemnité est une idée qui repose sur un malentendu. Car le droit des peuples à décider eux-mêmes de leur destinée, droit que nous revendiquons tous, comporte en soi la nécessité d'annexion... » (Temps, 14 juin 1917).

D'autre part, Ludovic Nadeau, le correspondant du « Temps » à Pétrograd, décrivait un « Meeting d'extrémistes », c'est-à-dire de bolchéviks, auquel venaient prendre la parole Lénine et Zinoviev :

« Je regarde le public autour de moi : en majorité, bien entendu, des camarades ouvriers, des camarades ouvrières ; le peuple des usines. Mais aussi beaucoup de camarades soldats, de camarades marins, de camarades étudiants, de camarades étudiantes avec même quelques camarades bourgeois venus comme moi en observateurs. »

Après avoir affirmé que les propos internationalistes de Zinoviev sont dus « soit à l'aveuglement du théoricien monomane, soit à une perfidie destructrice » il en vient à décrire Lénine :

« Pour lui pas de doute, ces bourgeois du ministère il faut les balayer. Au conseil des députés ouvriers et des soldats doit revenir tout le pouvoir... Lénine continue son argumentation, il s'anime et tout à coup ses yeux s'enflamment, prennent une expression hagarde et sinistre, sa bouche se crispe, devient cruelle. Alors nous sommes fixés : nous avons devant

nous le type du monomane fanatique, le type du maniaque raisonneur et visionnaire... Ce petit groupe et leur organe exercent une influence délétère sur les esprits enfantins des masses russes, dépourvues de jugement et d'expérience et préoccupées surtout de l'intérêt matériel immédiat. Il suffirait de peu de choses cependant pour réagir contre cet empoisonnement, et les hommes de cœur qui s'efforcent de contrecarrer cette action néfaste y réussiraient vraisemblablement. » (Ludovic Nadeau, « Temps », 22 juin 1917.)

Pour sa part, « l'Humanité », organe du Parti Socialiste, publiait sans aucun commentaire les dépêches d'agences en provenance de Russie. Ainsi elle ne protesta pas contre l'interdiction, décidée par le gouvernement provisoire, faite aux révolutionnaires russes vivant en exil de rentrer en Russie (fin juin). Elle publiait également sans commentaires les attaques de la presse bourgeoise après l'interdiction de la manifestation bolchévique du 10 juin (les bolchéviks sont qualifiés ici de « maximalistes »)

LES MENEES DES MAXIMALISTES ET LA PRESSE

Tous les organes de la Presse de Pétrograd, à l'exception de l'organe des maximalistes « Pravda », blâment violemment les tentatives maximalistes pour provoquer une guerre civile. Ils qualifient une semblable tentative de « coups dans le dos de la révolution, provocation criminelle et trahison »...

La Recht écrit :

La provocation à la révolution ne fut pas couronnée de succès. L'orage est passé mais malheureusement le danger continue à subsister. Les éléments criminels incontestablement déposeront les armes. Il faut mettre fin à leur activité.

(Huma du 27 juin 1917.)

SUR LA CONFERENCE DE STOCKHOLM

« De l'exposé relatif à la convocation russe qu'a publié l'Humanité, il résulte qu'on veut mettre la

JUIN 1917 :

Le 3 juin 1917 s'ouvre à Pétrograd le premier Congrès des Soviets. Si les bolchéviks y sont en minorité (105 députés sur 777 qui ont fait connaître leur appartenance), leur influence à Pétrograd même est bien plus considérable et ne cesse de se renforcer. De 15.000 membres fin Avril le parti bolchévique en comptera plus de 32.000 fin juin. Le 1^{er} juin aux élections du soviet de Pétrograd les bolchéviks ont recueilli plus de 10 pour cent des voix. Fin avril les soviets du quartier de Vyborg, de Vassilievsky-Ostrov, du rayon de Narva se donnent une majorité bolchévique.

Dans le reste du pays la vague de patriotisme qu'a suscité le gouvernement provisoire s'apaise peu à peu. Des bataillons de plus en plus nombreux refusent de partir au front. Le 8 juin la flotte de Sébastopol, considérée jusque-là comme un exemple de patriotisme et de fidélité au gouvernement provisoire, désarme le commandement et arrête les officiers les plus détestés. Le régiment volhynien, qui en avril s'était porté volontaire pour arrêter « Lénine, agent de l'Allemagne » passe du côté des bolchéviks.

Pour ranimer l'ardeur guerrière et patriotique de la troupe, le Grand Quartier Général, sur injonction des Alliés, décide une grande offensive sur tous les fronts. Elle débute le 16 juin sur le front du Sud-Ouest, début juillet sur les autres fronts.

Le 21 juin les artilleurs de Pétrograd décident qu'ils n'envoieront plus de contingents au front, le 26 les grenadiers de la garde font

de même et exigent que le pouvoir passe aux soviets.

L'offensive russe tournera au désastre devant la contre-offensive allemande commencée le 6 juillet.

Sous la pression populaire une partie des menchéviks envisagent de répondre favorablement à une conférence internationale sur la paix qui devait se tenir à Stockholm et à laquelle devaient participer des représentants des partis socialistes des pays belligérants. Le Parti Ouvrier Belge et le Parti Socialiste Français avaient alors envoyé en Russie Vandervelde et Albert Thomas pour lutter contre cette initiative à laquelle s'opposait également Plekhanov.

Finalement devant le refus des gouvernements français et italien d'accorder des passeports aux délégués et devant l'opposition de la droite social-démocrate patriote (Plekhanov et Guesde) la conférence échoua.

A Pétrograd, l'agitation continue. Une manifestation convoquée par le parti bolchévique le 10 juin est interdite par le Congrès des Soviets.

Pour lutter contre l'influence bolchévique les menchéviks et les socialistes révolutionnaires appellent les travailleurs à manifester le 18 juin leur appui au gouvernement provisoire pour prouver « l'unité et la force de la démocratie ». Les bolchéviks annoncent qu'ils y participeront avec leurs propres mots d'ordre.

La manifestation qui regroupe des dizaines de milliers d'ouvriers, ignore totalement les mots d'ordre officiels et sur des centaines de banderoles apparaît le mot

d'ordre des bolchéviks « A bas les dix ministres capitalistes ». Au lendemain de cette manifestation la presse de droite de Russie et du monde entier fera campagne pour l'interdiction des bolchéviks.

Lénine et Trotsky, pour leur part s'inquiètent de la tournure que prennent les événements à Pétrograd où des délégations de plus en plus nombreuses d'ouvriers et de soldats réclament des manifestations armées. En effet, si Pétrograd est prêt pour l'insurrection, le reste du pays ne sort que peu à peu de la torpeur patriotique et accorde encore sa confiance au gouvernement provisoire. La crainte d'une insurrection isolée, qui serait facilement écrasée, pousse les bolchéviks à lutter contre une tentative d'insurrection prématurée.

Voici ce que Trotsky écrit de cette période dans son « Histoire de la Révolution Russe » :

« Les derniers jours de juin s'écoulaient dans un bouillonnement incessant. Le régiment des artilleurs est prêt à agir immédiatement contre le gouvernement provisoire. Les ouvriers des usines en grève font la tournée des régiments, les invitant à sortir dans la rue... Des manifestations patriotiques souvent accompagnées provoquent des collisions dans la rue. Ce sont de petites décharges d'une électricité accumulée. D'aucun côté l'on ne se dispose à attaquer directement. La réaction est trop faible ; la révolution n'est pas encore tout à fait sûre de sa force. Mais les rues de la ville semblent pavées d'explosifs. Le conflit est dans l'air ».



Le « socialiste » français Albert Thomas visitait les troupes sur le front russe.

Sozialdemokratie au pied du mur : ou bien, elle acceptera le programme de Paix de l'Internationale, ou elle le refusera et sortira condamnée de l'Internationale. Faut-il donc attendre l'épreuve de la discussion pour condamner cette Sozialdemokratie allemande qui depuis trois années a constamment et délibérément trahi l'Internationale ?... » (Temps, 2 juin 1917.)

« Au récent congrès de certaines organisations socialistes anglaises tenu à Leeds, on a défendu une résolution décidant l'instauration dans toutes les villes d'Angleterre de conseils de délégués ouvriers et soldats, ayant pour but de coordonner les efforts de la « classe ouvrière », nationalement et internationalement, en faveur d'une paix sur les bases posées par la révolution russe. Et Robert Williams, secrétaire de la Fédération des Transports a déclaré, en soutenant cette résolution, que le moment

viendrait bientôt d'établir, suivant la parole de Marx, la « dictature du prolétariat »... Ce que les internationalistes voient au bout des intrigues pour une paix prématurée et des manœuvres pour la prompt solution vaille que vaille de la guerre, c'est « la dictature du prolétariat », la domination dans l'Etat d'une seule catégorie de citoyens, la destruction de l'ordre social établi au profit d'éléments dont les aspirations se résument dans l'implacable politique du nivellement... » (Temps, 13 juin.)

« Nous vous apporterons en bons Français (applaudissements) qui, depuis le début du conflit n'avaient eu que le souci de la France et de son avenir dans le monde, nous vous apporterons ces documents (1), non pour diviser le pays, ce serait un attentat contre la patrie que d'opposer des germes de divi-

(1) Documents sur la conférence de Stockholm.

sion, mais pour assurer le plus grand bien de la nation. » (Cachin, « Humanité » du 2 juin 1917.)

L'ERREUR

« Ni le pays, ni le parlement, ni le gouvernement n'ont compris. Nous ne désespérons pas. Ils finiront par comprendre. Le refus des passeports constitue une erreur. Du Times au Manchester Guardian, c'est l'unanimité, à une exception près, contre la malheureuse décision de M. Ribot.

La classe ouvrière anglaise, si attachée à son corporatisme national, a pensé qu'aujourd'hui elle devait vaincre ses répugnances pour l'action internationale et pour ne pas laisser le champ libre à la propagande allemande, le Labour Party ira à Stockholm et à Pétrograd.

La France seule va donc fournir à la propagande allemande un argument » (Marius Moutet, Huma 9 juin 1917.)

CHEZ CHAUSSON, OÙ MENE LA POLITIQUE DES ACCORDS D'ENTREPRISE

AUX deux principales usines du groupe Chausson à Asnières et Genevilliers, la direction vient d'accorder 1 % d'augmentation en juin, et elle incorpore au taux horaire les 10 % d'augmentation quelle a attribué, sous forme de prime, sur une durée de plus de 2 ans.

Elle accordait des augmentations de l'ordre de 1 % tous les 3 ou 4 mois ou 2 % tous les 6 mois. Les augmentations appelées pompeusement « progression salariale » figuraient séparées du taux horaire sur la feuille de paie ; elles n'intervenaient pas dans le calcul des heures majorées, ni dans celui des primes d'assiduité et d'ancienneté.

A partir de la paie de juin, le taux horaire va donc se trouver augmenter de 10 % bien que le salaire réel ne soit augmenté que de 1 % à 2 % suivant l'ancienneté. Les nouveaux taux de base et taux maximum seront donc :

M-1		base 3,27	maxi 3,93
M-2		3,44	4,12
OS-1		3,55	4,27
OS-2		3,80	4,64
P.1		4,21	5,23
P.2		5,03	6,37
P.3		5,54	7,11

Il faut noter qu'il y a divers niveaux de salaire dans chaque catégorie et que très peu de camarades sont au maxi. Avant 65, il y

avait des accords d'entreprise sur les salaires ; Chausson accordait en moyenne 4 % par an, et l'incorporation avait lieu tous les deux ans. Depuis 65, il y a toujours des accords, mais le chapitre relatif au salaire n'a pas été reconduit parce que Chausson ne veut pas s'engager à augmenter régulièrement les salaires ; les syndicats réclamant de leur côté 6 % au lieu des 4 % habituels.

Avant 1965, il y avait une agitation intense et de nombreux débrayages au moment de la reconduction des accords.

Depuis, les travailleurs se sont aperçu que la lutte pour cet objectif n'est pas nécessaire, puisque

sans accords on obtient la même chose.

Cela, même les syndicats le reconnaissent, à mots couverts.

Cette année, par exemple, alors que les accords sont en discussion entre patrons et syndicats, il n'y a aucun débrayage dans l'usine.

Un mythe disparaît, celui des accords maison qui contribuaient à isoler les luttes et à les localiser usine par usine.

Puissent les ouvriers de chez Chausson en faire leur profit et revendiquer avec la même ardeur qu'ils avaient autrefois pour les accords, une véritable convention collective nationale.

A QUAND LE HOCHET ?

La CGT se voulant très « in », présente maintenant des badges portant des slogans revendicatifs du style « du temps pour les loisirs ». Dans le même genre nous avions déjà vu les porte-clés de la « Vie Ouvrière ».

Il est vrai que la CFDT, elle, en est à l'heure Astérix. Il ne lui manque, hélas, que la « potion magique » de la lutte de classe.

Mais il est vrai aussi que sur ce plan-là, nos centrales syndicales sont plutôt « out »...

(Extrait de la VO BNP N° 5)

● ÉCHOS DES ENTREPRISES

BABCOK

LA COURNEUVE APRES LE DEBRAYAGE DES PONTONNIERS

Mardi 6 juin, les pontonniers de la tuyauterie débrayaient une heure parce qu'ils n'avaient pas été augmentés. Ils entendaient ainsi protester contre les inquiétantes procédures de la Direction qui, selon son bon vouloir, augmente ou plutôt n'augmente pas, certaines catégories du personnel.

Pendant cette grève, le travail n'a pas été effectué aux cadences habituelles dans une partie de l'atelier. La riposte de la Direction ne s'est pas fait attendre. Tous ceux qui travaillaient sous les ponts ont perdu une partie de leur prime.

Les conclusions à tirer sont claires. D'abord, la direction essaie de dresser les ouvriers les uns contre les autres en faisant supporter à certains camarades une grève tout à fait justifiée faite par d'autres.

Il nous faut ensuite comprendre que la direction a la possibilité de faire de telles manœuvres tant que nous ne nous battons pas tous ensemble.

EXAMEN DE C.A.P. FAUSSE

Dans de nombreux collèges d'enseignement technique les candidats au C.A.P. se sont trouvés devant des machines dont les freins ne fonctionnaient pas. Si l'administration était seule à incriminer ce serait trop beau. Mais hélas, il y a pas mal de professeurs d'atelier qui ont, à l'égard des jeunes, la même attitude que les grand-pères qui disaient : « Moi j'en ai bavé jadis... donc toi »...

Cette attitude les conduit à fausser tous le sens d'un examen. 1.) Freins non réparés. — 2.) Tirage des machines au sort qui crie l'injustice au lieu de l'empêcher. Ainsi, il doit y avoir un jeu de palmer et un comparateur pour un groupe de 5 élèves arrivant du même collège. Cela sous-entend qu'on leur tirera au sort 5 machines proches. Mais on peut aussi faire un tirage tel que les élèves se trouvent très éloignés les uns des autres...

Sans doute le patronat n'a-t-il pas trop besoin de jeunes munis d'un C.A.P.. Mais pourquoi faut-il que ce patronat trouve des complices chez des professeurs qui sont d'ailleurs généralement syndiqués.

Ce qu'il nous faut, à tous, c'est une augmentation générale de nos salaires. Si nous sommes décidés à entrer en lutte, tous sur un même objectif, alors le patron n'aura qu'à bien se tenir, ainsi que ses laquais comme Monsieur le Contremaître de l'habillement.

OLIER

ISOLEMENT FATAL

Après dix semaines, la grève aux usines Ducellier de Brassac et de Sainte-Florine touche à sa fin : un accord est sur le point d'être conclu entre les syndicats et la direction générale pour la reprise du travail ; la direction s'engageait à reprendre ultérieurement « la discussion sur les revendications ». Autrement dit, c'est sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications, sur de vagues promesses que les ouvriers vont reprendre et c'est une nouvelle défaite pour les ouvriers de la métallurgie du Puy de Dôme.

La combativité ne manquait pourtant pas ; pendant plusieurs semaines les travailleurs ont multiplié les heures de grève, résisté aux différentes mesures d'intimidation du patronat : carte de pointage des grévistes retirée, lock-out, etc. Mais dans cette guerre d'usure contre le patronat, ils sont restés isolés, Ducellier-Issore n'était pas en grève, les autres entreprises métallurgiques de la région n'étaient informées du déroulement de la grève que par les journaux. Aucun tract syndical commentant la situation, nous invitait à nous joindre au mouvement n'a été diffusé à Olier ; et même la solidarité la plus élémentaire : la collecte pour soutenir les grévistes n'a pas été organisée.

Pourtant, les organisations ouvrières existent à l'échelle du Puy de Dôme et de Brioude. Lorsqu'un patron de la région se refuse même à appliquer les décisions de la Chambre Patronale : 1,80 pour cent d'augmentation au lieu des 2,50 pour cent préconisés, c'est nous tous que cela concerne, l'exemple risquant de faire école.

La lutte des travailleurs de Ducellier nous rappelle celle menée à Olier l'an dernier : même isolement, même asphyxie lente du mouvement, même résultat final. Il y a même une leçon à en tirer : sans une organisation ouvrière décidée et solidaire la combativité ouvrière ne suffit pas. Il faut avant tout la reconstruire, l'actuelle ayant fait les preuves de sa mollesse et de son inefficacité.

(Extrait de la VO Olier)

UN CHEF INSUPPORTABLE

Monsieur le chef de l'entretien ne manque pas une occasion de montrer aux travailleurs à quel point il les méprise. A tout propos et surtout hors de propos, notre misérable chefaillon prend à partie les ouvriers. Ains, dernièrement, il s'est permis de proférer des injures envers les camarades de l'entretien taxés d'incapables et de fainéants parce que le pont à souder de la tuyauterie tombait souvent en panne. Comme si nous y étions pour quelque chose !

Vraiment, toutes les occasions lui sont bonnes pour pousser des hurlements. Il nous faut dire à ce monsieur, qui croit jouer les terribles et qui doit dépenser toute sa paye à voir jouer de mauvais westerns, que Babcock n'est pas le Texas et que nous n'avons pas besoin de sherif.

(Extrait de la VO Babcock)

ILS GRAISSENT LA MACHINE

Une lettre de la direction vient d'apprendre à plusieurs d'entre nous qu'ils étaient affectés « collectif de défense ». C'est-à-dire qu'en cas de crise grève ou de guerre, ils seront mobilisés à l'usine.

Voilà l'avenir qu'on nous prépare et qui nous promet de « bons moments » : interdiction de faire grève, de changer de boîte ; obligation de bosser dix fois plus et ce, nous dira-t-on, pour « la défense de la patrie, du monde libre », etc... bref, pour défendre « notre » bourgeoisie et « ses » profits. Et ceux qui ne seront pas convaincus auront droit à la cour martiale.

Si nous n'en sommes pas là, et si pour la majorité d'entre nous, nous n'y croyons pas encore, il est des gens — les militaires — qui s'en préoccupent sérieusement. Les pions que nous sommes pour eux, ils les placent à l'avance, pour que la machine de la troisième guerre mondiale que la bourgeoisie de tous les pays prépare, soit au bon moment en parfait état de marche.

La société capitaliste en décomposition n'a d'autre moyen pour se survivre que de nous entraîner dans ses guerres monstrueuses. Seule sa destruction par la révolution socialiste pourra empêcher que cette machine nous écrase une fois de plus.

(Extrait de la « V.O. » Sud-Aviation.)

LES HYPOCRITES

Avec son bulletin intérieur nouvelle formule, la direction poursuit sa propagande paternaliste. Ainsi, dans le dernier numéro, on pouvait trouver, à côté des départs en retraite et des résultats des cours professionnels, la description, sous le meilleur des jours possible, des services rattachés au secrétariat général.

Pour ce qui concerne le service courrier, la direction cite sur un ton très satisfait la quantité de travail effectuée en 1966. La comparaison de ces chiffres avec ceux de l'effectif du service, qui se trouvent à la page suivante, est éloquent : plus d'un million de lettres reçues, lues et ventilées et plus d'un million et demi triées, affranchies et expédiées par vingt personnes ; plus de 11.000 lettres, 17.000 stencils et 1500 pages de documents tapés par 23 dactylos. Et encore nous ne tenons pas compte des absents, malades ou en vacances, ni des lettres et des stencils refaits parce que le chef de service les trouvait cadrés un peu trop haut ou trop bas.

De ce que cela peut représenter comme conditions de travail, comme crises de nerfs en fin de journée et comme altercations avec les chefs, et parfois même entre collègues, la direction n'en dit pas un mot. D'ailleurs il ne fallait pas s'attendre à ce qu'elle le fasse puisque son bulletin est destiné à faire croire le contraire.

(Extrait du n° 49 de la VO CRSSP).

LE CRIME PAIE

Au moins 9 ouvriers agricoles saisonniers sont morts, brûlés vifs dans l'incendie du hangar qui leur servait d'abri, la nuit. Ces prolétaires agricoles, qui de place en place, souvent de pays en pays, sont obligés de louer leurs bras au hasard des récoltes, pour survivre, sont si désarmés face au propriétaire que celui-ci peut, en toute impunité leur donner des salaires dérisoires, négliger de les inscrire à la Sécurité sociale, les envoyer dormir, entre deux journées de travail, à même la paille, comme des bêtes de somme, en se moquant de toutes précautions de sécurité.

La justice capitaliste a-t-elle châtié le patron dont la rapacité et les imprudences criminelles ont tué 9 hommes ? Pas du tout ; l'assurance l'indemniserait de la perte de son hangar. Pourtant, on a désigné un coupable : un ouvrier qui, en allumant son briquet, aurait mis le feu à la paille ; c'est lui qu'on a déferé au parquet, lui qui sera poursuivi pour homicide et incendie involontaire. Voilà un échantillon de la « justice » selon notre société d'exploitation.

LUTTE DE CLASSE

Le numéro 5 de la « Lutte de classe », numéro de juin est paru.

● ● ●

Au sommaire :

- D'où vient, où va le P.C.F. ? (III)
- Socialisme et autogestion.
- Les militants révolutionnaires et l'activité syndicale (II).
- La paysannerie dans les pays sous-développés : alliée du prolétariat ou force essentielle de la Révolution socialiste ?

Le comité d'établissement fait du social...

Dans l'aéronautique les Comités d'Etablissement reçoivent 5 % de la masse salariale alors que dans de nombreuses branches de la métallurgie, ils reçoivent en général beaucoup moins. A cause de ces sommes importantes, le C.E. est pour les différents syn-

dicats le principal objectif, et la campagne électorale pour les délégués du CE est autrement acharnée que nous celle des délégués du personnel. Il s'agit pour les syndicats de faire « du social » et sur cette base de recruter des soutiens pour le syndicat.

C'est plus facile et plus rentable d'après eux que sur un programme de lutte de classe.

Au CE de Sud-Aviation Courbevoie comme pour la plupart des CE de l'aéronautique, c'est la CGT qui a la majorité des élus

et qui le contrôle complètement. C'est elle qui recrute des permanents, qui dispose des locaux et du matériel du CE. C'est elle qui gère les « œuvres sociales » : cantines, mutuelles, colonies de vacances, arbres de Noël, sport, camp de vacances, etc. Elle répartit les fonds suivant les secteurs qu'elle veut favoriser. Ce faisant, elle se comporte comme des bureaucrates en favorisant systématiquement une minorité au détriment des autres travailleurs. Cette minorité est constituée par les « petits copains ». Quelques exemples de l'activité du CE cette année illustrent cette politique des syndicats.

Au début de l'année pour satisfaire la section des pêcheurs à la ligne elle a décidé l'achat d'un plan d'eau et l'acquisition d'un terrain avoisinant, mais pour trouver les fonds elle envisageait de supprimer le « cadeau de Noël » distribué à tout le personnel de Sud. Craignant les réactions elle a sondé le terrain en donnant un projet de cette nouvelle orientation aux syndiqués CGT uniquement. Elle avait beau leur expliquer qu'il ne faut pas être égoïste et que l'acquisition d'un étang est une œuvre sociale alors que donner un cadeau individuel n'a rien d'un but collectif, rien n'y a fait, au contraire : les syndiqués ont montré à des travailleurs le projet, et devant le tollé général, la CGT a fait marche arrière. Cela fait d'ailleurs trois années que sur la suppression du cadeau, elle fait marche arrière. Il est évident que le plan d'eau est destiné encore une fois aux petits copains qui gravitent autour du plat de lentilles du CE. Comme le dit la CGT, « le CE va être amené à acquérir un plan d'eau pour une des sections la plus importante et la plus active qui groupe près de 200 adhérents. » Pour pouvoir entre autres acheter ce terrain la CGT a fini par reprendre la gestion de la cantine en expliquant d'ailleurs dans un tract : « ...l'économie réalisée en supprimant du personnel administratif (comptables, acheteurs) permettra au Comité d'Etablissement d'effectuer de nouveaux investissements dans d'autres œuvres sociales ». Gestion qui occupera un peu plus quelques militants CGT au CE et qui un jour provoquera le mécontentement des travailleurs contre les syndicats lorsque les repas seront mauvais ou simplement lorsque les prix augmenteront.

En passant, il n'est pas inutile de noter que la CGT se sent mauvaise conscience d'avoir à licencier du personnel de la cantine (l'ancienne gestion), elle éprouve le besoin de se justifier dans un tract devant les travailleurs à cause des militants de « Voix Ouvrière » qui risquaient de mettre le pied dans le plat. « ...La CGT tient à mettre en garde contre des interprétations inconscientes ou délibérément voulues par des gens bien connus dans l'entreprise... (lire : militants de « Voix Ouvrière »)... Ainsi annoncera-t-on sans doute au personnel que le comité d'établissement a remis à la Direction les comptes du restaurant... Cependant il est vrai que la majorité des élus du CE a re-

mis à la disposition de la Direction l'ancien chef de cuisine, cette dernière l'a licenciée, comme elle a licencié l'acheteur, contre l'avis même du Comité d'Etablissement.

« Mais est-il pensable que le Comité d'Etablissement aurait pu gérer sainement avec un membre de la direction constamment en opposition avec le gérant, ou même dans la neutralité stérile ? »

Dernièrement, la CGT a décidé de sucrer une subvention qu'elle versait depuis des années aux familles ayant des enfants. Chaque enfant donnait droit à 4.000 AF. L'argent récupéré devrait servir comme toujours à faire du social, c'est-à-dire qu'il est destiné à développer la colonie de vacances de Sud-Aviation. Actuellement, un peu plus de 400 enfants y participent. Sont lésés les parents qui emmènent leurs enfants en vacances, ceux qui les envoient dans une autre colonie ; ceux qui n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants en colonie. C'est le cas entre autres d'un travailleur qui a onze enfants et qui perdrait 44.000 AF. Encore une fois, seuls les syndiqués ont été consultés alors que cet argent intéresse tout le personnel ayant des enfants. Depuis, sans donner le résultat de la consultation des syndiqués, le CE refuse de verser les 4.000 AF à ceux qui les réclament. Pour les Algériens qui ont leurs enfants en Algérie le cas n'est pas réglé, peut-être continueront-ils à toucher la subvention. Cette nouvelle opération dresse à nouveau une partie du personnel contre les syndicats. La consultation des syndiqués n'est qu'une couverture « démocratique » pour faire avaler la décision aux bureaucrates syndicaux. En gérant les œuvres sociales les CE se comportent comme des patrons. Il crée des privilégiés au détriment de l'intérêt général. Voilà où mène cette gestion même si elle se baptise de sociale.

Cette politique des directions syndicales est dans la logique du choix qu'elles ont fait de renoncer à organiser les travailleurs pour supprimer l'exploitation et le salariat. Elle consacre donc la plus grande partie de leur énergie à rendre la société capitaliste plus supportable à une minorité d'ouvriers. Les privilégiés en contrepartie aident et soutiennent le syndicat qui leur distribuent les miettes patronales. De nos jours, la force des syndicats ne réside nullement dans leur combativité mais dans les postes que leurs délégués occupent au sein du CE. Et l'on peut dire que le bilan des activités des syndicats ou les victoires qui leur donnent une assise à l'usine se cantonnent dans le domaine des arbres de Noël, du sport, des colonies de vacances, etc. Cela suffit amplement pour vivre à la bureaucratie syndicale.

A la Compagnie des Compteurs (Montrouge)

PATRONS ET SYNDICATS "NEGOCIENT" sur le dos des travailleurs

Début mai, les travailleurs de la CDC apprenaient de diverses sources que des réunions de la Commission Paritaire, entre la direction et les syndicats CGT et CFDT, se tenaient.

Des bruits couraient que la direction accorderait une augmentation de la prime de juin qui passerait de 20 % à 30 % du salaire de base et qu'il y aurait une modification des horaires : nous ferions 46 heures par semaine à partir du quatrième trimestre, c'est-à-dire une heure de moins. Toutefois, la direction ne faisait pas de cadeaux : en contre-partie, elle décidait de diviser le personnel en catégorie : « mauvais », « moyens », « bons », « très bons » (pourquoi pas le carnet de notes !).

Déjà, au printemps 1964, une réduction d'horaire d'une heure avait été accordée par la direction. Cette heure était devenue une prime d'assiduité payée en fonction de notre présence à l'usine. Retards, maladie, grèves justifiaient le non-paiement de cette 48^e heure.

Avec cette nouvelle réduction du temps de travail, cette 48^e heure et maintenant la 47^e représentent 4,6 % du salaire. La direction compenserait ces 4,6 % en augmentant le taux horaire, ou la base pour les mensuels. Mais cette augmentation, à laquelle viendraient s'ajouter les traditionnels 2 % ou 2,5 % de fin d'année ne serait pas octroyés à tout le personnel. C'est là que les catégories devaient intervenir. Pour les « mauvais » tout juste les 4,6 % et pour les « très bons » les deux heures seraient compensées entièrement et ils toucheraient en plus les 2,5 %. Ainsi la prime d'assiduité disparaîtrait, ce qui serait un acquis certain.

Nous écrivions dans la « Voix Ouvrière des Compteurs de Montrouge » du 8 mai : « Si ces nouvelles catégories sont appliquées nous devons montrer à la direction que nous ne marchons pas dans son jeu : diviser pour mieux régner. Nous devons tous être solidaires ».

Mais tout ceci était su de bouche à oreille sûrement grâce à quelques représentants syndicaux plus honnêtes que les autres ? En effet, aucune information au personnel n'avait été faite sur la Commission paritaire par les syndicats. Il se disait même que les patrons

avaient obtenu des syndicats qu'ils ne fassent aucune communication aux travailleurs pour continuer les pourparlers. Ainsi, c'était dans le silence le plus complet, que le sort des 5.000 travailleurs de la CDC, se décidait autour du tapis vert.

Signalons au passage qu'évidemment à la Compagnie ceux qui siégeaient avec le patron n'avaient pas été mandatés démocratiquement. La CGT qui se distingue toujours en matière de « démocratie ouvrière » avait choisis entre autres Dubout — secrétaire du syndicat — qui est tellement aimé des ouvriers qu'il n'a pas été réélu comme délégué du personnel cette année !

Il a fallu attendre le 31 mai pour que la direction — et non les syndicats — affiche une « Note d'information » qui portait à notre connaissance un Avenant à l'Accord d'Entreprise.

Les syndicats ne s'étaient toujours pas prononcés sur cet avenant. Si la majorité du personnel semblait être pour la signature, aucune consultation générale du personnel n'avait été entreprise. D'autre part, les tractations entre syndicats et direction étaient de plus en plus silencieuses. Il était maintenant certain que les conditions d'application étaient purement et simplement cachées.

Par exemple, l'article deux, le plus important puisqu'il concerne directement nos salaires et la diminution du temps de travail. L'article nous dit qu'à partir du 1^{er} novembre 67 les bases des rémunérations seront au minimum égales à 104 % de ces bases au 31 octobre 67. Cela veut dire que pour compenser la prime d'assiduité (48^e heure) et la diminution d'horaire le patron augmentera la base des salaires au minimum de 4 % (prime d'assiduité plus l'heure en moins représentent 4,6 %). Que signifiait ce « minimum » ? Que seuls les travailleurs classés comme « bons » ou « très bons » verraient leurs salaires inchangés.

De cela aucun syndicat n'en a parlé ouvertement. Aucun tract ne nous a avertis de ce marchandage. Cet accord avait d'intéresser le patron et les directions syndicales intéressait pourtant l'ensemble des travailleurs de la CDC.

Ce n'est que dans les semaines du 12 juin et du 19 juin que les syndicats daignèrent

enfin nous faire savoir à quoi avait abouti leurs « négociations » !

Le bluff de la CGT n'avait d'égal que l'honnêteté jésuite de la CFDT.

La première écrit : « la signature de cet avenant fait suite à l'activité syndicale développée depuis de nombreux mois. Elle s'inscrit dans le cadre d'une conjonction d'actions menées depuis 1966. Les luttes des travailleurs des Compteurs jointes à celles qui se déroulent dans le pays, amènent les patrons à certains reculs ».

Quant à la CFDT, elle entend mettre les travailleurs devant leurs responsabilités : « Il faut que chacun sache (sic), afin que chacun prenne conscience... et que tous ensemble dans l'avenir nous luttons pour l'abolition de ces procédés » ; Quel procédé ? La CFDT nous l'apprend maintenant sans en parler franchement et précisément d'ailleurs : « ...ce que n'apporte pas cet accord, c'est la suppression des diversifications... Ces diversifications subsistent dans l'application de la réduction des horaires... La direction garantit un minimum de compensation de 4 % et une moyenne entre 6 et 6,5 %, cela veut dire qu'il y aura des travailleurs qui accuseront des pertes de ressources. »

Ainsi fidèles à leur politique, les deux syndicats ont caché volontairement le côté négatif de cet avenant aux travailleurs pour faire croire à l'efficacité de leurs éternelles négociations. La signature de cet accord sans renchigner a permis à la CGT et la CFDT de continuer à jouer les « avocats » autour du tapis vert (si l'un des syndicats refusait de jouer le jeu et ne signait pas l'avenant il s'excluait par là même des discussions paritaires).

Demain, quand la direction profitera de ces divisions au sein du personnel de la CDC pour officialiser ses brimades : déplacements, renvois, pressions de toute sorte seront toujours pour les « mauvais », sans compter que ce sera une bonne justification pour que ces derniers attendent leurs avancements pendant des années.

Lors des licenciements le choix de la direction sera tout fait : les plus basses catégories seront les premières touchées.

...Et tout cela se fera sous l'œil complice des directions syndicales.

SOLIDARITÉ AVEC LES ANTILLAIS victimes de la répression colonialiste

Un meeting d'information et de solidarité sur les événements sanglants de Pointe-à-Pitre des 26, 27 et 28 mai dernier s'est tenu le 19 juin à la Mutualité à l'appel des associations étudiantes antillaises auxquelles s'étaient jointes d'autres associations étudiantes.

500 personnes environ étaient présentes témoignant par leur participation leur condamnation de l'oppression colonialiste et de la sauvagerie avec laquelle la domination française s'exerce dans les soi-disant « Départements d'Outre-Mer ».

Des interventions relatèrent les faits qui avaient été tronqués par la grande presse et les différents orateurs affirmèrent le droit de la population antillaise à son indépendance nationale. Des délégués des différentes organisations dont, pour la France le SNE Sup., l'UNEF, le Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste) et la Jeunesse Communiste Révolutionnaire apportèrent leur soutien aux camarades antillais. Lecture fut faite d'un texte d'un groupe de travailleurs de la Compagnie d'Assurances, Ur-

baine-Incendie, protestant contre l'arrestation d'un de leurs camarades.

La résolution suivante fut adoptée à l'issue du meeting :

Nous avons appris avec indignation la nouvelle répression dont a été victime le peuple guadeloupéen au cours des sanglantes journées des 26 et 27 mai 1967.

Pour justifier ce massacre aux yeux de l'opinion internationale, les colonialistes ont lancé une vaste opération d'arrestations contre les étudiants

et les ouvriers guadeloupéens.

— Considérant que ces déte- nus sont ceux-là mêmes qui ont dénoncé publiquement la situa- tion coloniale existant en Gua- deloupe.

— Considérant que pour ce fait le gouvernement colonialis- te cyniquement veut les tenir responsables de la tuerie de Pointe-à-Pitre.

— Considérant les tentatives du gouvernement colonialiste français pour masquer les mé- thodes barbares qu'il emploie en vue d'étouffer la juste lutte du peuple guadeloupéen.

DENONÇONS devant l'opinion publique française et interna- tionale :

— Le système d'exploitation colonialiste dans lequel le gou- vernement français maintient la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion.

— Les basses manœuvres de corruption, de chantage, d'in- timidation, d'arrestation et d'emprisonnement, de répres- sion brutale et sanguinaire em- ployées à l'encontre des patrio- tes guadeloupéens.

DECLARONS que les étu- diants, les ouvriers et le peuple guadeloupéen tout entier ont le devoir sacré d'exprimer leur conception de l'avenir politique, économique et social de la Gua- deloupe et de lutter pour faire aboutir leur légitime aspiration à l'Indépendance Nationale.

EXIGEONS :

— La levée du quadrillage policier auquel se trouve sou- mise la population de Pointe-à- Pitre.

— Le rapatriement de toutes les forces de répression station- nant en Guadeloupe, en Marti- nique et en Guyane.

— La libération immédiate des patriotes guadeloupéens emprisonnés.

Ont signé les associations étudiantes suivantes :

A.G.E.M. (Martinique) ; U.E. G. (Guyanne) ; A.E.M.N.A. (Mu- sulmans Nord-africains) ; U.N. E.F. (France) ; G.E.A.S.T. (Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien) et le S.N.E. Sup. ; U.N.E.M. (Maroc) ; F.E. A.N.F. (Afrique Noire) ; U.N.E.A. (Algérie).

Un autre meeting de solida- rité est prévu par les organisa- tions antillaises pour le jeudi 29 juin à 20 h 30 à la Mutualité.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris X^e
Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schrœdt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :
M. SCHRœDT

Distribué par les N.M.P.P.
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton.
PARIS-12^e

TAMPA, CINCINATTI, NOUVELLES ETAPES DE LA LUTTE DES NOIRS AMERICAINS

Suite de la page 1

Eh bien, oui ! là est le sens de ces explosions de colère. La population noire des Etats-Unis a compris et comprend davantage chaque jour que sa cause ne se défend pas dans les prétoires, ni dans les diverses commissions et sous-commissions du Sénat. Elle n'a pas « préféré » la violence, cette vio-

lence, elle la subit depuis des siècles. Pendant que les autorités et ses propres leaders à la Martin Luther King lui parlent de lutte pacifique pour les droits civiques, de possibilités juridiques, de modération, le Noir américain continue à se faire traiter de sale nègre, de se voir refuser dans les faits les droits les plus élémentaires, de se sentir condamné à faire partie des couches les plus misérables du sous-prolétariat, avec les taux de chômage, de mortalité, de criminalité les plus élevés.

La population noire en a assez de subir la violence, celle parfaitement tolérée sinon légale des lyncheurs, des policiers. A cette violence des oppresseurs, elle oppose la sienne. Elle veut avoir droit à la dignité humaine, elle est prête à l'imposer par la force et elle comprend qu'elle ne peut pas faire autrement.

Les observateurs ont tous noté le caractère organisé des émeutes de Tampa. « Les jeunes émeutiers — constate « Le Monde » — auraient usé de véritables tactiques de guérilla, désorientant la police par des escarmouches en divers lieux ». Les policiers et les gardes nationaux de Tampa, comme ceux de Watts, de Chicago, de Cincinatti ou d'ailleurs, et à leur suite, les lyncheurs du Sud comme les palabreurs béats libéraux auront à comprendre que le temps de la « case de l'oncle Tom » est fini, définitivement et sans retour. Non seulement les Noirs sont prêts à lutter, mais ils savent le faire, et après chaque émeute, même féroce réprimée ils le sauront davantage.

A la guerre des Noirs pour leurs droits et leur dignité, le pouvoir répond par la guerre. Simultanément aux manifestations, et manifestement en réponse à celles-ci, la Commission judiciaire de la Chambre des Représentants vient d'approuver un projet de loi d'une hypocrisie nauséabonde. Cette loi met- tant dans le même sac lynchés et lyncheurs est censée, pour reprendre l'expression de son auteur principal : « mettre fin aux activités outrageantes des Stockly Carmichael et des George Rockwell ».

Carmichael est le leader noir d'une organisation de lutte pour les droits civiques et Rockwell celui du Parti nazi américain. Ce projet de loi déclare coupable et rend passible de prison quiconque franchirait la ligne de démarcation d'un Etat pour « inciter, organiser, fomenter ou encourager » des désordres. Personne n'est dupe, ce ne sont certes ni les nazis ni le Ku-Klux-Klan qui sont visés. On entend mettre fin aux marches anti-racistes et aux débuts d'organisation des Noirs.

Cette loi, si elle enrichit l'arsenal juridique de la répression anti-noirs — pourtant bien fourni déjà — semble cependant bien vaine face à la détermination des Noirs. Les

jeunes manifestants de Watts ou de Tampa, avant d'entreprendre leur lutte, n'ont certes pas consulté le code pénal ou la jurisprudence — ne serait-ce que parce que nombre d'entre eux ne savent pas, ou n'ont pas, l'habitude de lire. S'ils savent d'expérience ce qu'ils risquent en agissant, ils savent encore plus ce qu'ils risquent en n'agissant pas. Entre les deux « risques », ils ont fait leur choix, et aucune loi répressive supplémentaire n'y pourra rien changer.

Si cette loi apprend par contre quelque chose à la population noire, c'est à mesurer quelle confiance elle peut accorder à ses leaders pacifistes ou à ses soi-disants amis anti-ségrégationnistes.

Le projet de loi inique bénéficie en effet de l'appui des dirigeants du mouvement pour les droits civiques. Une leçon de plus, mais une leçon fondamentale. La lutte de la population noire pour sa liberté passe par la lutte contre ses propres dirigeants timorés ou traîtres. Elle ne saura être menée à bonne fin qu'à travers le refus de se confier à des Martin Luther King, par l'organisation et l'armement du peuple noir lui-même. Tel est le sens que donne dans les faits, de par la logique de son combat, la population noire au mot d'ordre de « pouvoir noir ».

G. KALDY.

ELOQUENT !

Aux Indes, les faits parlent d'eux-mêmes. En particulier au Bengale, la famine qui sévit en permanence a pris récemment des proportions encore plus intolérables. La population affamée a pris d'assaut des magasins, des trains, des camions.

Pendant ce temps, les autorités, elles, agissaient. Elles organisaient à Calcutta... une conférence sur l'alimentation !

Mais les mots ne remplissent pas les ventres creux et deux magistrats locaux qui se rendaient en voiture à cette conférence ont été arrêtés par une foule affamée qui leur a enlevé des fruits trouvés dans l'auto. Ils ont dû en rester bouche bée !

Voilà de quoi « alimenter » ...la fameuse conférence...

PERMANENCES

● PARIS :

V^e arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, tous les samedis, de 15 à 17 h.

X^e arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 h à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10^e.

XI^e arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIII^e arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, de 17 h 30 à 19 heures.

XIV^e arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : le mercredi, de 18 h 30 à 19 h 30.

XV^e arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

XVIII^e arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi, de 17 h 30 à 19 heures. (Interrompue du 25-7 au 5-9).

● BANLIEUF :

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, le mercredi de 18 h à 19 h.

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis, de 18 h à 19 h, au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le vendredi de 17 h 30 à 19 h.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A-France), tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.

● PROVINCE :

BESANCON. — « Café le National », quai de Strasbourg, tous les jeudis de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Fermeture à partir du jeudi 29 juin jusqu'au 21 septembre exclus.

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi, de 17 h à 20 h.

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8^e, le mercredi, de 18 h à 19 h.

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri-Laudier (près gare), les jeudi 29 juin et 13 juil. de 19 h à 20 h.

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, les jeudis, de 17 h à 19 h.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charnoy, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE. — « Café d'Austrans », 5, cours Berriat, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

— Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis, de 15 à 17 heures.

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), les jeudis 29 juin et 13 juil. de 18 h à 20 h.

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, le vendredi 30 juin de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, les jeudis 15 et 29 juin, de 15 h à 16 h.

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, le samedi, de 16 h à 17 h.

SOUHAUX. — Café de la Gare, vendredi 7 juillet 1967, de 13 h à 14 h.

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.